



Les écologistes demandent une régulation des prix des produits alimentaires de première nécessité.

La terrible crise provoquée par la propagation de la maladie Covid-19 appelle à des mesures exceptionnelles de la part des pouvoirs publics. Le premier ministre a signé la nuit du 23 mars le décret n° 2020-293 prescrivant les mesures générales nécessaires pour y faire face, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Parmi celles-ci se trouve notamment l'interdiction des marchés alimentaires, en particulier suite au non-respect des consignes de sécurité sanitaire telles que la distanciation sociale et les gestes barrières.

Inquiets d'une augmentation des prix suite aux annonces de fermeture des marchés alimentaires, ce mardi 24 mars 2020, les élu.e.s écologistes de Paris ont interpellé le gouvernement pour lui demander de réguler les prix des produits de première nécessité.

"Nous avons alerté le Premier ministre sur une situation qui peut rapidement se dégrader en termes de disponibilité et d'accessibilité financière des produits alimentaires, car on observe déjà depuis hier matin une hausse du prix de certains fruits et légumes dans des supérettes de la capitale, notamment dans les quartiers les plus populaires" alerte Fatoumata Koné, vice-présidente du groupe écologiste de Paris.

"En cette période de confinement, on laisse la distribution alimentaire de la capitale dans les seules mains des grands distributeurs. Le risque est grand de voir les prix flamber, avec une augmentation des marges ! il faut éviter à tout prix une poussée des prix des produits de première nécessité" souligne David Belliard. "De ce fait, nous avons demandé au gouvernement de prendre des mesures pour un contrôle des prix de vente des grandes enseignes, et sanctionner toute augmentation injustifiée des produits de première nécessité, notamment des fruits et légumes frais".

"Le gouvernement a pris tardivement les mesures de protection des petits commerces, en laissant Amazon continuer à vendre ses produits alors que les commerces étaient fermés" rappelle David Belliard, "soutenir les commerces indépendants, les producteurs locaux et des produits alimentaires accessibles notamment pour les personnes les moins fortunées doivent rester nos priorités".